

Le Soft Power du Maroc en Afrique Subsaharienne : Une Diplomatie Culturelle au Service des Intérêts Économiques

Morocco's Soft Power in Sub-Saharan Africa: Cultural Diplomacy for Economic Interests

Amine DAFIR, (Maître de conférences Habilité)

*Laboratoire LARNED.
FSJES Ain SEBAA.
Université Hassan II Casablanca du Maroc*

Adresse de correspondance :	Faculté des sciences Juridiques, Économiques et Sociales Ain Sebaa. Université Hassan II Casablanca. Maroc Téléphone : 0522766984
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude et ils sont responsables de tout plagiat dans cet article.
Déclaration de la revue :	Cet article est publié sans frais et charges de publication- APC
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	DAFIR, A. (2024). Le Soft Power du Maroc en Afrique Subsaharienne : Une Diplomatie Culturelle au Service des Intérêts Économiques. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 5(12), 687-695. https://doi.org/10.5281/zenodo.14582162
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 5, Issue 12 (2024)

Le Soft Power du Maroc en Afrique Subsaharienne : Une Diplomatie Culturelle au Service des Intérêts Économiques

Résumé

Les rivalités d'influence entre puissances émergentes et traditionnelles prennent une dimension stratégique croissante, particulièrement en Afrique subsaharienne, où le Maroc s'efforce de renforcer son soft power. S'appuyant sur son patrimoine culturel et religieux unique, le Royaume adopte une approche multidimensionnelle pour promouvoir un islam modéré et ses valeurs de tolérance, tout en cherchant à tisser des relations politiques et économiques solides.

Cet article analyse les principaux instruments de cette diplomatie marocaine. Il met également en lumière les défis auxquels fait face cette stratégie, notamment la concurrence et l'absence de coordination entre les acteurs impliqués.

À travers une analyse comparative, cet article examine les limites structurelles et institutionnelles des efforts marocains et propose des pistes d'amélioration pour maximiser leur impact. En combinant ses dimensions culturelles, religieuses et économiques, le Maroc pourrait se positionner comme un acteur clé dans la coopération Sud-Sud, et consolider son rôle de leader spirituel et culturel en Afrique subsaharienne.

Mots clés : Soft power, Diplomatie culturelle, Afrique subsaharienne, Maroc, Coopération Sud-Sud, Influence.

Classification JEL : *F50, Z10*

Type de l'article : Article théorique

Abstract

Influence rivalries between emerging and traditional powers are taking on a growing strategic dimension, particularly in sub-Saharan Africa, where Morocco is seeking to reinforce its soft power. Building on its unique cultural and religious heritage, the Kingdom is adopting a multi-dimensional approach to promoting moderate Islam and its values of tolerance, while seeking to forge solid political and economic relations.

This article analyzes the main instruments of this Moroccan diplomacy. It also highlights the challenges facing this strategy, notably the competition and lack of coordination between the players involved.

Through a comparative analysis, the article examines the structural and institutional limits of Moroccan efforts, and suggests ways of improving them to maximize their impact. By combining its cultural, religious and economic dimensions, Morocco could position itself as a key player in South-South cooperation, and consolidate its role as a spiritual and cultural leader in sub-Saharan Africa.

Keywords: Soft power, Cultural diplomacy, Sub-Saharan Africa, Morocco, South-South cooperation, Influence.

JEL Classification: *F50, Z10*

Paper type: Theoretical Research

1. Introduction

Dans un monde globalisé où l'influence des nations ne se limite plus à la seule puissance militaire ou économique, la diplomatie culturelle s'impose comme un levier stratégique de premier plan. Elle permet aux États de promouvoir leur image, de partager leurs valeurs et de créer des liens durables avec d'autres nations. Pour le Maroc, cette approche revêt une importance cruciale, notamment dans le contexte de l'Afrique subsaharienne, une région en plein essor économique et démographique, où les relations culturelles et historiques constituent des vecteurs essentiels de coopération.

Le Maroc, riche de son patrimoine culturel et spirituel unique, dispose d'un potentiel considérable pour rayonner à l'échelle régionale et internationale. Sa proximité géographique avec l'Afrique subsaharienne, ses liens historiques établis depuis des siècles par le biais des routes commerciales et des échanges spirituels, ainsi que son positionnement en tant que pont entre le Nord et le Sud, offrent des opportunités stratégiques pour renforcer son soft power.

Avec une diaspora marocaine importante dispersée dans le monde entier, ainsi qu'un intérêt croissant pour la culture marocaine, la langue arabe et la religion musulmane modérée dans de nombreux pays, le Maroc dispose d'atouts indéniables en matière de diplomatie culturelle (Dafir 2015).

Cependant, malgré ces atouts, le Maroc fait face à des défis majeurs pour capitaliser sur son potentiel culturel. Les centres culturels marocains, bien que prometteurs, restent sous-exploités, tandis que la concurrence de pays comme la Chine et la Turquie se fait de plus en plus ressentir. Par ailleurs, la diplomatie religieuse, bien qu'établie, doit s'adapter aux mutations politiques et sécuritaires de la région.

Cet article explore les opportunités offertes par la diplomatie culturelle et religieuse marocaine en Afrique subsaharienne tout en analysant les obstacles qui entravent sa pleine efficacité. Nous examinerons comment le Maroc peut mieux intégrer ces dimensions pour renforcer ses partenariats stratégiques et s'affirmer comme un acteur clé dans le paysage africain.

2. Le concept de Soft Power

Le concept de soft power, introduit par Joseph Nye, renvoie à la capacité d'un pays à obtenir ce qu'il souhaite par l'attraction plutôt que par la coercition ou la rémunération (Nye, 2004). Selon Nye, les principales sources de soft power sont la culture, les valeurs politiques internes et la politique étrangère, auxquelles peuvent s'ajouter certains éléments économiques lorsqu'ils sont perçus comme légitimes et attractifs (Nye, 2011). Cette approche contraste avec le hard power, qui repose sur des moyens coercitifs comme la puissance militaire ou économique.

Pour qu'un État puisse exploiter pleinement son soft power, il doit s'appuyer sur des perceptions positives de sa culture et de ses valeurs, tout en construisant des relations de confiance et de coopération. Des travaux tels que ceux de McClory (2019) mettent en avant l'importance croissante d'outils modernes comme les médias numériques, la diplomatie publique et les programmes éducatifs dans le renforcement de l'attractivité internationale des États.

La culture joue un rôle central dans le soft power en transmettant des valeurs et des récits qui influencent les perceptions internationales. Yu Xintian, directrice émérite du Shanghai Institute of International Studies, affirme que le soft power repose sur « des idées, des principes et des pratiques intrinsèquement liés à la culture d'une nation » (Glaser & Murphy, 2009). Cette cohérence entre les valeurs affichées et les pratiques diplomatiques est essentielle pour établir une influence durable.

Dans le cas du Maroc, le soft power repose sur un riche patrimoine culturel, des traditions séculaires et des valeurs sociopolitiques qui offrent des opportunités uniques pour renforcer sa

présence en Afrique subsaharienne. Par exemple, des initiatives telles que la Fondation Mohammed VI des Oulémas africains prônent un islam modéré et tolérant, contribuant à stabiliser la région tout en consolidant les liens spirituels et culturels entre le Maroc et plusieurs pays africains (Dafir, 2015).

De plus, les projets économiques stratégiques tels que le gazoduc Nigeria-Maroc et les investissements agricoles pilotés par le Groupe OCP illustrent l'approche multisectorielle du Maroc en matière de soft power. Ces initiatives allient diplomatie économique et promotion culturelle, renforçant ainsi la position du Maroc comme partenaire préférentiel en Afrique (Harastani Madani 2020).

Enfin, en valorisant ses arts, sa musique et sa gastronomie, le Maroc se positionne comme un acteur clé du dialogue interculturel. Ces efforts s'inscrivent dans une stratégie globale visant à établir des relations bilatérales et multilatérales solides, tout en contribuant au développement humain sur le continent africain.

3. Le Maroc en Afrique subsaharienne

Malgré des défis politiques, économiques, sociaux et sécuritaires complexes, l'Afrique subsaharienne connaît des taux de croissance parmi les plus élevés au monde, alimentant l'idée d'un continent en pleine émergence (Banque mondiale, 2022). Cette dynamique attire l'attention mondiale et entraîne des transformations géopolitiques et géoéconomiques majeures. D'un côté, les puissances traditionnelles comme la France et les États-Unis cherchent à maintenir leur influence ; de l'autre, les puissances émergentes telles que la Chine et la Turquie ambitionnent de devenir des acteurs économiques majeurs en s'appuyant sur des stratégies innovantes (Hugon, 2010).

Cette compétition pour l'influence en Afrique repose sur une multitude d'outils : le commerce, les investissements directs étrangers, les programmes d'aide au développement, ainsi que des initiatives culturelles et religieuses. Le Maroc, pour sa part, a adopté une approche stratégique visant à se positionner comme un acteur incontournable dans ces domaines.

La stratégie africaine du Maroc repose sur des initiatives ambitieuses qui cherchent à équilibrer les pressions des puissances émergentes et celles des partenaires traditionnels. Le retour du Maroc au sein de l'Union africaine en 2017 a constitué un tournant majeur, symbolisant sa volonté de renforcer son intégration dans les institutions continentales et d'affirmer son rôle en tant que plateforme d'investissement et partenaire crédible. Cette démarche s'inscrit dans le cadre d'une diplomatie économique proactive visant à consolider la coopération Sud-Sud, en particulier dans les domaines de l'agriculture, des infrastructures et des énergies renouvelables. Un exemple significatif est le rôle joué par le Groupe OCP (Office Chérifien des Phosphates) dans le développement agricole africain. En fournissant des engrais adaptés, en partageant son expertise et en soutenant des projets agricoles intégrés, le Maroc contribue à la sécurité alimentaire sur le continent tout en renforçant son influence économique (Harastani Madani 2020).

La diplomatie religieuse constitue également un levier stratégique important. À travers des institutions comme la Fondation Mohammed VI des Oulémas Africains, le Maroc promeut un Islam modéré et tolérant, consolidant ainsi son rôle en tant qu'acteur de stabilité régionale. Plus de 1 500 imams africains ont reçu des formations au Maroc, notamment à l'Institut Mohammed VI, illustrant l'engagement du Royaume à diffuser ses valeurs religieuses et culturelles (Diden, 2022). Cependant, cette diplomatie religieuse fait face à la concurrence accrue d'autres pays comme la Turquie, dont le soft power repose sur une diplomatie religieuse sophistiquée et institutionnalisée, notamment via la Direction des Affaires religieuses (Skah, 2020).

En combinant efforts économiques, culturels et religieux, le Maroc s'impose comme un partenaire stratégique et un catalyseur de synergies durables en Afrique subsaharienne. Cependant, pour maintenir et renforcer cette position, le Royaume devra intensifier ses

investissements culturels et religieux tout en adaptant ses stratégies face à une concurrence internationale croissante.

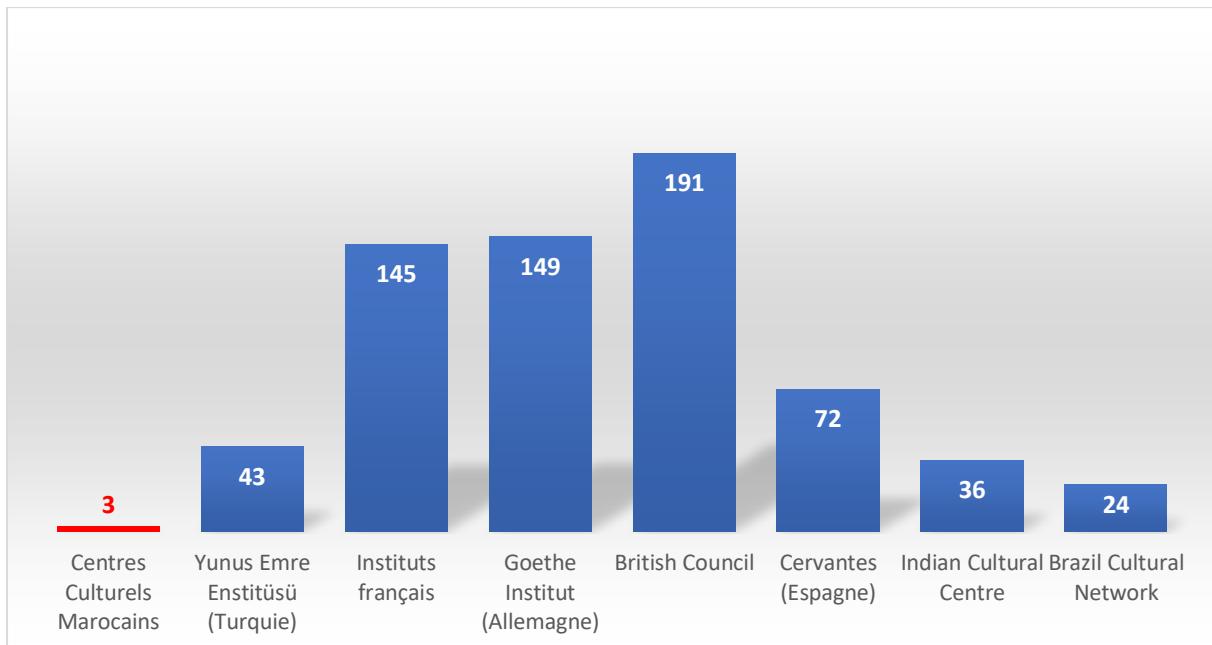
4. Les centres culturels : un outil stratégique de soft power

Les centres culturels constituent des instruments essentiels des politiques de soft power, aussi bien dans les pays développés que dans les États émergents. Ils servent de plateformes pour promouvoir l'attractivité culturelle, faciliter les partenariats économiques, et appuyer les stratégies de diplomatie publique. Leur gestion diffère cependant en fonction de critères tels que leur importance géographique, leur autonomie, leur champ d'action et leurs relations avec les acteurs publics et privés.

Un exemple notable est le British Council, qui promeut la langue anglaise et les arts britanniques dans plus de 100 pays. De manière similaire, le Goethe-Institut (Allemagne), l'Instituto Cervantes (Espagne) et l'Instituto Camões (Portugal) jouent un rôle actif dans la diffusion de leurs cultures nationales. En Turquie, les centres Yunus Emre, fondés sous la direction de Recep Tayyip Erdogan, visent à renforcer l'influence turque en promouvant la langue, la littérature et les arts turcs à travers le monde, notamment en Afrique (Tutal-Cheviron et Çam, 2017). Ces institutions reflètent une concurrence croissante pour le leadership culturel sur le continent africain.

De son côté, la Chine a développé un réseau étendu d'Instituts Confucius, implantés principalement dans les universités locales. En 2023, 67 instituts et 46 classes étaient actifs en Afrique, témoignant de l'intérêt croissant de la Chine pour une stratégie de soft power offensive dans cette région (Hanban, 2023). Ces centres encouragent l'apprentissage du mandarin tout en renforçant les relations académiques et économiques sino-africaines (Lindemann, 2020).

Figure 1: les centres culturels



Source : Élaboration par l'auteur.

Contrairement à ces modèles établis, le Maroc reste encore loin d'exploiter pleinement le potentiel de ses centres culturels. Actuellement, seuls trois centres sont fonctionnels : à Bruxelles, Nouakchott et Montréal. Un quatrième, situé à Tripoli, reste inactif en raison de l'instabilité en Libye. Ces initiatives, bien que prometteuses, apparaissent modestes en

comparaison des efforts systématiques d'autres nations émergentes comme la Chine ou la Turquie.

La stratégie marocaine repose en partie sur le programme « Dar Al Maghrib », lancé par le Ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger. Ce projet vise à créer une dizaine de centres culturels dans des pays accueillant une forte communauté marocaine, comme la France, l'Espagne, les États-Unis et le Sénégal. Ces centres visent non seulement à renforcer le sentiment d'appartenance des Marocains résidant à l'étranger (MRE), mais aussi à promouvoir l'image et le rayonnement du Maroc à l'international.

En dépit du fait que les centres culturels marocains représentent une opportunité stratégique, leur impact reste limité du fait de défis structurels. Le rapport de la Cour des Comptes (2017) indique que plusieurs projets prévus n'ont pas encore vu le jour, et que des problèmes de gestion et de financement se posent pour ceux qui existent déjà. En comparaison, les efforts chinois et turcs témoignent d'une approche plus coordonnée et mieux financée. La Chine, par exemple, bénéficie d'un soutien massif de l'État et d'un système étroitement lié aux universités locales, ce qui renforce l'efficacité de ses initiatives.

Pour le Maroc, il est crucial de développer une stratégie plus ambitieuse. Il s'agit d'accélérer la mise en place des centres prévus, d'améliorer la gestion des structures existantes et de diversifier les activités proposées. Une meilleure collaboration avec les acteurs locaux, combinée à un financement accru, permettrait de maximiser l'impact de ces centres en tant qu'outils de diplomatie culturelle. Enfin, des partenariats stratégiques avec des institutions internationales pourraient renforcer la portée des initiatives marocaines.

5. La diplomatie religieuse du Maroc : un levier pour l'influence et la coopération économique

La diplomatie religieuse occupe une place centrale dans la stratégie de soft power du Maroc, en particulier en Afrique subsaharienne. Cette stratégie repose sur la promotion d'un islam modéré, fondé sur le rite malékite et la doctrine ash'arite, qui se distingue par des valeurs de tolérance, de coexistence et de dialogue interreligieux. Selon Bakary Sambe (2010), cette approche constitue un pilier majeur permettant au Maroc de renforcer son influence religieuse et politique tout en contribuant à la stabilisation de régions stratégiques comme le Sahel.

Historiquement, cette vision a été initiée sous le règne de Hassan II, qui affirmait dès les années 1980 que le Maroc avait pour mission de « préserver et diffuser la religion musulmane » à travers les oulémas, les mosquées et les universités (Tozy, 1999). Cette ambition a été approfondie par Mohammed VI, notamment avec la création de la Fondation Mohammed VI des Oulémas Africains en 2015. Cette institution regroupe des figures religieuses de 29 pays africains et vise à promouvoir les valeurs de tolérance tout en renforçant les relations historiques et spirituelles entre le Maroc et ses partenaires africains.

L'Institut Mohammed VI pour la formation des imams, morchidines et morchidates, inauguré également en 2015, constitue un autre instrument clé de cette stratégie. Cet institut accueille chaque année des centaines d'étudiants, principalement issus de pays africains tels que le Mali, la Guinée et la Côte d'Ivoire, mais aussi de France. En formant des cadres religieux selon les principes d'un islam modéré, le Maroc contribue à la lutte contre l'extrémisme tout en créant un environnement propice à des échanges économiques et sécuritaires (El-Katiri, 2013). Le positionnement marocain sur le plan symbolique consiste en l'affirmation d'un « islam du juste milieu » basé sur trois piliers doctrinaux et spirituels. Cet islam du « juste milieu » s'appuie sur un triptyque symbolique religieux qui veut être le socle de l'« identité religieuse marocaine » et de la pondération qui est censée la caractériser (Baylocq et Hlaoua 2016) .

En comparaison avec d'autres nations émergentes comme la Turquie, qui utilise la Direction des Affaires religieuses (Diyanet) pour étendre son influence à travers des initiatives similaires,

le Maroc se distingue par une approche profondément enracinée dans son histoire spirituelle et sa proximité culturelle avec l'Afrique. Cependant, cette concurrence met en lumière la nécessité pour le Maroc de consolider sa présence et de diversifier ses outils de diplomatie religieuse.

Un atout distinctif du Maroc réside dans la confrérie soufie Tidjaniya, dont le mausolée situé à Fès attire chaque année des milliers de pèlerins, principalement en provenance d'Afrique de l'Ouest. Ces pèlerinages génèrent non seulement des retombées économiques importantes, notamment dans les secteurs du tourisme et du commerce, mais renforcent également les liens culturels et spirituels entre le Maroc et les pays africains. Ce soft power religieux s'intègre dans une diplomatie globale visant à stabiliser les relations bilatérales et à ouvrir des opportunités de coopération économique (Sambe, 2010).

Cependant, cette stratégie fait face à plusieurs défis. Le premier est la concurrence croissante de pays comme la Turquie et l'Arabie Saoudite, qui utilisent également la religion comme outil de soft power, notamment en soutenant des infrastructures éducatives et religieuses en Afrique subsaharienne. Le second défi réside dans la nécessité de coordonner efficacement les différentes initiatives religieuses marocaines avec les objectifs économiques et politiques du Royaume.

Pour maximiser l'impact de sa diplomatie religieuse, le Maroc pourrait renforcer la collaboration entre ses institutions religieuses et ses partenaires africains, tout en intégrant davantage les dimensions économiques et éducatives dans ses programmes. Par exemple, la création de partenariats avec des universités africaines pourrait élargir l'influence marocaine tout en répondant aux besoins locaux en matière de formation et d'emploi.

Si la diplomatie religieuse marocaine représente un outil puissant pour renforcer son influence en Afrique subsaharienne, elle doit être mieux coordonnée et soutenue pour rivaliser efficacement avec des stratégies similaires menées par d'autres nations. Bien que le Maroc bénéficie d'un avantage comparatif en raison de ses liens historiques et spirituels, il doit diversifier ses initiatives pour s'adapter à un contexte géopolitique en constante évolution.

Une approche plus intégrée, combinant les efforts religieux, culturels et économiques, permettrait de consolider les acquis tout en élargissant l'influence marocaine. (Dafir et Salam 2016). Cela nécessite des ressources accrues, une planification stratégique plus ambitieuse et une évaluation régulière de l'impact des initiatives en cours. En adoptant une vision à long terme, le Maroc pourrait non seulement renforcer sa position en tant que leader spirituel en Afrique, mais également utiliser cette position pour favoriser des relations économiques et politiques durables.

5. Conclusion

La diplomatie culturelle et religieuse du Maroc en Afrique subsaharienne représente un potentiel immense pour renforcer son soft power et consolider sa position sur le continent. Cependant, malgré des initiatives ambitieuses, le Maroc est confronté à des défis structurels, organisationnels et géopolitiques qui limitent l'impact de ses efforts.

L'un des principaux défis réside dans le financement et la gestion des projets culturels. Les centres culturels marocains, bien que stratégiques, souffrent d'un manque de ressources et d'une coordination insuffisante. De plus, la concurrence des pays émergents tels que la Chine et la Turquie, qui adoptent des approches plus structurées et plus soutenues, souligne la nécessité pour le Maroc de repenser sa stratégie et de renforcer sa présence culturelle sur le continent.

Un autre défi majeur consiste à s'adapter aux développements géopolitiques et sécuritaires dans la région. Alors que l'Afrique subsaharienne est confrontée à une instabilité croissante, le Maroc doit s'appuyer davantage sur ses initiatives religieuses pour promouvoir la paix, tout en veillant à éviter toute perception d'ingérence. L'équilibre entre la promotion des valeurs religieuses et

le respect des dynamiques locales est essentiel au maintien de relations durables entre les parties.

Toutefois, ces défis peuvent être transformés en opportunités. En renforçant son infrastructure culturelle et en diversifiant ses programmes, le Maroc pourrait non seulement répondre aux attentes de sa diaspora et de ses partenaires africains, mais aussi s'affirmer comme un modèle de coopération Sud-Sud. L'intégration des dimensions éducatives, économiques et sociales dans ses initiatives culturelles renforcerait leur impact, tout en confortant les relations bilatérales et multilatérales.

En définitive, la diplomatie culturelle et religieuse du Maroc peut devenir un puissant levier pour renforcer son influence internationale. Cependant, cela nécessitera des efforts plus importants en termes de planification stratégique, de coordination institutionnelle et de mobilisation des ressources. Avec une approche plus ambitieuse et cohérente, le Maroc a toutes les cartes en main pour devenir un acteur clé dans le paysage culturel et politique de l'Afrique subsaharienne.

Références

- (1). Baylocq, C. et Hlaoua, A. (2016). Diffuser un « islam du juste milieu » ? Les nouvelles ambitions de la diplomatie religieuse africaine du Maroc. *Afrique contemporaine*, n° 257(1), 113-128.
- (2). Cour des Comptes. (2017). *Audit des centres culturels marocains à l'étranger (Rapport annuel)*. Consulté à <https://www.courdescomptes.ma/wp-content/uploads/2023/01/29.-Dar-Al-Maghrib.pdf>
- (3). Cull, N. J. (2019). *Public Diplomacy: Foundations for Global Engagement in the Digital Age*. Polity Press.
- (4). Dafir, A. (2015). La diplomatie d'influence au service des intérêts économiques : le cas du Maroc. *Géoéconomie*, N° 75(3), 159-168.
- (5). Dafir, A. (2021). L'internationalisation des entreprises marocaines en Afrique Subsaharienne: Quels enjeux?. *Maghreb-Machrek*, (1), 5-15.
- (6). Dafir, A. et Salam, G. (2016). L'intégration de la diplomatie économique dans un dispositif national d'intelligence économique : quels enjeux pour le Maroc ? *Revue internationale d'intelligence économique*, Vol. 8(2), 47-63.
- (7). Diden, A. (2022). La diplomatie religieuse du Maroc, efficace instrument de soft power en Afrique. *Le journal de l'Afrique*. 4 juin.
- (8). El-Katiri, M. (2013) The institutionalisation of religious affairs: religious reform in Morocco, *The Journal of North African Studies*, 18:1, 53-69, DOI: 10.1080/13629387.2012.712886
- (9). Glaser, B. S., & Murphy, M. E. (2009). Soft power with Chinese characteristics. *Chinese soft power and its implications for the United States*, 10-26.
- (10). Harastani Madani, A. (2020), «1999 –2020 le Maroc en Afrique: Diplomatie, Sécurité & Développement», Policy Center for the New South, Maroc, rabat,pp.106
- (11). Hespess. (2024, novembre 1). *Année Culturelle Qatar-Maroc 2024 : Lalla Hasnaa inaugure le pavillon marocain « Dar Al Maghrib »*. Hespess. Consulté à <https://fr.hespess.com/394001-annee-culturelle-qatar-maroc-2024-lalla-hasnaa-inaugure-le-pavillon-marocain-dar-al-maghreb.html>
- (12). Huang, C., & Ding, S. (2006). "Dragon's Underbelly: An Analysis of China's Soft Power". *Asian Survey*, 46(6), 881–902.
- (13). Hugon, P. (2010). *Géopolitique de l'Afrique*. Paris: Armand Colin.
- (14). MAP Express. (2024, avril 10). *Iftar de Dar Al Maghrib à Montréal : Un signe de convivialité et de vivre-ensemble*. Consulté à

- <https://www.mapexpress.ma/actualite/societe-et-regions/iftar-dar-al-maghrib-montreal-signe-convivialite-du-vivre/>
- (15). MAP News. (2024, novembre 1). *Ouverture du Salon du livre de Montréal avec la participation du Maroc*. Consulté à <https://www.mapnews.ma/fr/actualites/culture/ouverture-du-salon-du-livre-de-montreal-avec-la-participation-du-maroc>
- (16). McClory, J. (2019). *The Soft Power 30: A Global Ranking of Soft Power*. Portland Communications.
- (17). Milton C. Cummings, Jr. *Cultural Diplomacy and the United States Government: A Survey*, Washington, D.C: Center for Arts and Culture, 2003.
- (18). Nye, J. S. (2004). *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. Public Affairs.
- (19). Nye, J. S. (2011). *The Future of Power*. Public Affairs.
- (20). Pamment, J. (2020). *New Public Diplomacy in the 21st Century: A Comparative Study of Policy and Practice*. Routledge.
- (21). Sambe, B. (2010). Tidjaniya : usages diplomatiques d'une confrérie soufie. *Politique étrangère*, 4, 843-854.
- (22). Skah, M. (2020). *La Turquie en Afrique: une stratégie d'affirmation*. Policy Center for the New South, May 5th.
- (23). Tozy, M. (1999). *Monarchie et islam politique au Maroc*. Paris : Presses de Sciences Po.
- (24). Tatal-Cheviron, N., & Çam, A. (2017). Chapitre 7. La vision turque du «soft-power» et l'instrumentalisation de la culture. Centre Jacques-Berque.
- (25). Wang, H., & Lu, Y. (2008). "The Conception of Soft Power and Its Policy Implications: A Comparative Study of China and Japan". *Journal of Contemporary China*, 17(56), 425–447.
- (26). World Bank. (2022). *Africa's Pulse: An Analysis of Issues Shaping Africa's Economic Future*. Washington, D.C.: World Bank Group.
- (27). Zhang, X. (2013). *The Transformation of China's Soft Power*. New York: Routledge.